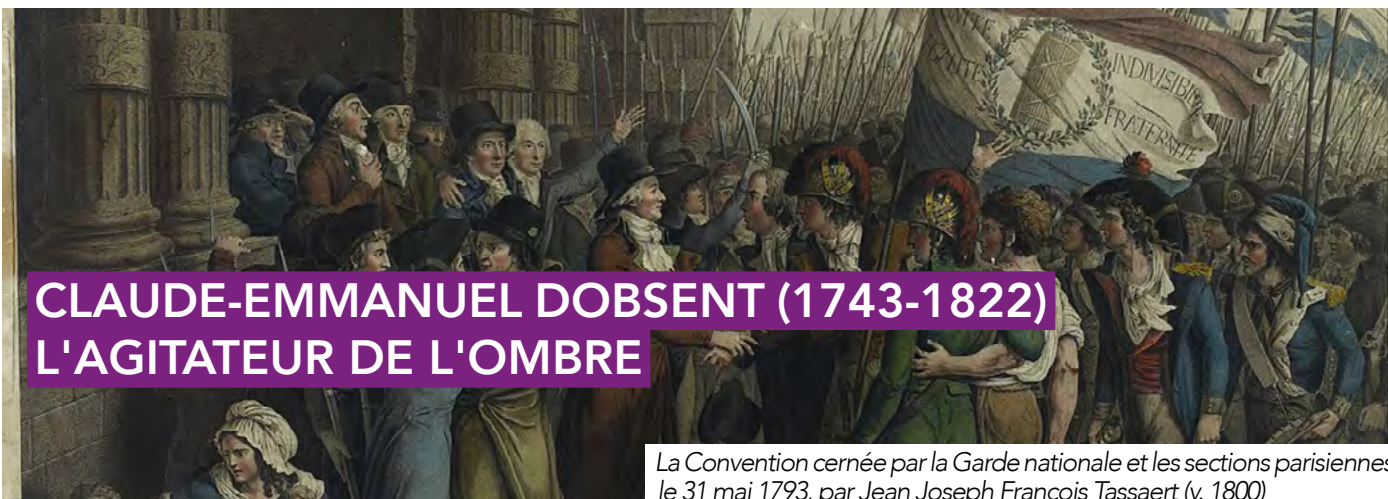


## CLAUDE-EMMANUEL DOBSENT (1743-1822) L'AGITATEUR DE L'OMBRE



La Convention cernée par la Garde nationale et les sections parisiennes le 31 mai 1793, par Jean Joseph François Tassaert (v. 1800)

« Le mannequin chargé de jouer ce tour fut un homme inconnu, Dobsent. Chose remarquable ! plusieurs des grandes journées de la Révolution ont en tête des espèces de fantômes sans caractère, sans nom, sans précédents, sans conséquents » C'est par ces mots que l'historien Jules Michelet décrit l'un des acteurs principaux de l'insurrection du 31 mai 1793 : Claude Dobsent.

### DES ATTACHES NOYONNAISES

Né le 23 décembre 1743 à Noyon et baptisé le lendemain dans la paroisse sainte Godeberthe, Claude-Emmanuel Dobsent est le quatrième des dix enfants d'Antoine Dobsent et de Marie Anne Sézille de Montarlet. Son père, marchand de fer, est élu maire de Noyon de 1777 à 1783.

Après une scolarité chez les Oratoriens, Claude Dobsent suit des études en droit. Devenu avocat, il s'installe à Soissons où son épouse donne naissance à un fils, Emmanuel. Il est ensuite reçu conseiller au Parlement de Champagne à Châlons-sur-Marne.

Élu député de la ville de Châtillon aux États-généraux de 1789, il est noté en 1790 député suppléant pour le bailliage de Sézanne. Administrateur de la Marne et commandant de la garde nationale de son département, on le note juge à Epernay en 1791.

L'année suivante, inscrit aux Jacobins, il part s'installer à Paris, au n°3 Parvis Notre-Dame.

### UN JACOBIN OFFENSIF

Dobsent se fait connaître du milieu politique et judiciaire pour son implication dans l'île de la Cité. Il devient membre puis président du Club de l'Évêché. En 1792, il est nommé président du 6<sup>e</sup> tribunal criminel provisoire établi dans le quartier Notre-Dame. Puis, une semaine après la prise de Tuileries, le 10 août 1792, il est nommé directeur du jury d'accusation du Tribunal criminel extraordinaire. Il serait à l'origine, avec Maillard et Billaud-Varenne, des massacres des prisons en septembre 1792.

Le 12 mars 1793, il est élu commissaire national du tribunal civil du 6<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Président trop actif de la section de

la Cité, il reçoit un mandat d'arrêt de la part de la commission des Douze le 27 mai 1793. Les membres de la section de la Cité s'en émeuvent et dénoncent alors l'arbitraire, provoquant une réaction de Danton en sa faveur. Relâché le 28 ou le 29 mai 1793 (26 fructidor), il est porté aux nues par ses soutiens et retrouve sa place. Certains historiens le rendent responsable de l'insurrection du 31 mai 1793 qui conduit à l'élimination des Girondins de la scène politique.



Jugement de Marie-Antoinette au Tribunal révolutionnaire (octobre 1793), gravure de Casenave (1794).

### JUGE AU TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE

Nommé président du sixième tribunal criminel de Paris, il siège au Tribunal révolutionnaire du 29 octobre 1793 au 31 mai 1795. Il y est nommé juge jusqu'au 10 juin 1794, date de l'instauration de la Terreur (22 prairial). Puis, après l'arrestation de Dumas, il devient président par intérim.

Soutien indéfectible de Robespierre, Dobsent échappe aux conséquences de sa chute le 27 juillet 1794 (9 thermidor). Il est nommé juge au tribunal révolutionnaire le 22 thermidor an II succédant à Montané, critiqué pour sa modération. Démis de ses fonctions en raison de

sa protection apportée à des accusés, Dobsent (écrit aussi « Dobsen »), reprend son activisme politique.

Considéré comme instigateur du soulèvement populaire du 1<sup>er</sup> avril 1795 (12 germinal an III) à Paris, il est arrêté une nouvelle fois. Libéré par l'amnistie consécutive à la séparation de la Convention votée le 26 octobre 1795, il semble alors rentrer dans le rang.

### LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE TRÈVES

Le dernier coup d'éclat politique de Dobsent se déroule le 6 juillet 1799, date à laquelle il cofonde avec d'autres Jacobins la « Réunion des Amis de la Liberté et de l'Égalité », connue sous le nom de « Club du Manège ». Puis, par l'intermédiaire de son ami André Jeanbon Saint-André, il est proposé pour diriger l'un des tribunaux créés dans les départements français de la rive gauche du Rhin. Il est ainsi nommé procureur général à Trèves en 1799 et le reste sous le consulat puis l'Empire.

Révolutionnaire repent, Dobsent (écrit parfois « d'Obsen ») est fait chevalier de la Légion d'honneur le 14 juin 1804 et reçoit une convocation pour participer au sacre de l'empereur Napoléon I<sup>er</sup> (2 décembre 1804).

Mis en retraite en 1811 et à la tête d'une importante fortune, il décède à Digne le 22 novembre 1822 à l'âge de 78 ans. Souvent décrit par les historiens comme agitateur, Dobsent a échappé plusieurs fois à la guillotine. Son nom est cité dans le roman *Quatre-vingt-Treize* de Victor Hugo.

Jean-Yves Bonnard  
Président de la Société historique,  
archéologique et scientifique de Noyon  
[www.societe-historique-noyon.fr](http://www.societe-historique-noyon.fr)